
« ALZARSE » : LES FORMES D'UNE PRATIQUE DEPUIS L'ÉPOQUE DES PALENQUES JUSQU'À L'EXTINCTION DES DERNIERS GROUPES DE GUÉRILLEROS ANTICASTRISTES

Vincent BLOCH *

INTRODUCTION : SENS INDIVIDUEL ET SENS COLLECTIF DE L'ENGAGEMENT GUÉRILLERO CONTRE LE RÉGIME CASTRISTE (1959-1965) ?

Alors que l'histoire officielle n'évoque qu'une brève « lutte contre les bandits de l'Escambray ¹ », Fidel Castro lui-même a fini par reconnaître, peu de temps avant de céder provisoirement le pouvoir à son frère, que l'opposition armée à son régime entre 1959 et 1965 avait touché toutes les provinces de l'île ².

Depuis près de 50 ans, les « livres témoignages » ³, le cinéma ⁴, la presse et les dirigeants ont pourtant minimisé l'ampleur de ces affrontements armés,

* Vincent Bloch est doctorant en sociologie à l'EHESS; ATER en sociologie à Paris X.

1. Région montagneuse située au centre de l'île.

2. L'historien cubain anticastriste Enrique Encinosa (Encinosa, 1989) estime même que l'on ne s'était plus autant battu à Cuba depuis l'époque des *mambises* – Combattants de l'armée de libération pendant les guerres d'Indépendance (1868-1878 et 1895-1898).

3. Voir par exemple de Manuel Pereira, *El comandante veneno* (La Habana, Editorial Letras Cubanas, 1979) ou de Osvaldo Navarro, *El caballo de Mayaguara* (La Habana, Editorial Letras Cubanas, 1984).

4. Le film *El hombre de Maisinicú* (réalisé en 1973 par Manuel Pérez et Víctor Casaus) exalte « l'héroïsme » d'Alberto Delgado Delgado qui, chargé par la Sûreté de l'État d'infiltrer les « bandits », devient l'administrateur de la finca Maisinicú. Parvenant à gagner leur confiance et à les faire tomber par groupes successifs dans le piège tendu par la Sûreté de l'État, il est dans le film exécuté par les derniers bandits de l'Escambray. La musique du film, écrite et interprétée par Silvio Rodríguez, aujourd'hui député à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, a également pour titre « El hombre de Maisinicú ».

n'évoquant que des « actes de vandalisme », perpétrés par des « bandits » asociaux en collusion avec les « mercenaires » recrutés par Batista et la CIA.

Peu connu des Cubains de l'île quelle que soit sa version, ce chapitre de l'histoire nationale est devenu en revanche au sein de l'exil la pierre angulaire d'une « mémoire de la résistance au totalitarisme ». Les maquis qui se sont formés au cours des années 1959-1965, les réseaux de sabotage qui se sont organisés, les organisations clandestines qui se sont créées, étaient unis, à en croire cette mémoire en exil, par leur sens du devoir patriotique et leur opposition au communisme et à la dictature personnelle de Fidel Castro.

Il est néanmoins difficile de s'en tenir au récit des protagonistes sans les réinscrire dans un contexte historique plus large. D'une part, *prendre le maquis* est une pratique ambivalente enracinée dans les temps longs de l'histoire insulaire, tout autant que la « torche incendiaire⁵ » et le sabotage font partie du répertoire de l'action collective depuis les guerres d'indépendance. D'autre part, les événements survenus au cours des plus de quarante années qui se sont écoulées depuis l'extinction des derniers foyers de guérilla anti-castriste, ont inévitablement contribué à infléchir la mémoire des *alzamientos* et à la cristalliser en termes de « croisade contre le mal ». Entre l'époque des maquis et les années 1980-2000, au cours desquelles la mémoire de la « lutte contre le totalitarisme » s'est institutionnalisée au sein de l'exil, la plupart des *alzados* qui ont survécu ont enduré de longues peines de prison, pendant lesquelles ils ont été soumis à une entreprise de destruction méthodique, et vu de nombreux « compagnons de lutte » périr sous leurs yeux. Les générations suivantes de prisonniers politiques, quelle que soit leur « forme de lutte », se sont inscrites dans la filiation de ces premiers opposants, qu'elles ont érigés en mythes. Entre-temps aussi ont eu lieu en 1980 l'exode de Mariel, à l'issue duquel environ 125 000 Cubains ont pu quitter l'île, et la crise de l'été 1994, qui a précipité l'arrivée sur les côtes de la Floride de 30 000 *balseros*. Le récit de leurs conditions de vie à Cuba, semblable à celui de l'ensemble des nouveaux arrivants, s'articule autour des privations matérielles, de l'absence de liberté et de l'obligation de manier au quotidien doubles registres et faux-semblants. Tous ces éléments se sont agrégés a posteriori pour forger l'image d'un système à tel point linéaire et cohérent dans son travail de destruction de l'individu, de la société et du pays, que, dans le récit anti-totalitaire, les premiers groupes qui s'y sont confrontés en sont devenus tout aussi logiquement des révolutionnaires⁶ en croisade contre le communisme.

5. En 1868, les rebelles brûlèrent par exemple la ville de Bayamo avant de devoir l'évacuer sous la menace de l'avancée des troupes espagnoles. L'incendie des cannaies fut un recours utilisé aussi bien par les *mambises* que par les différents insurgés de l'époque républicaine.

6. La « Révolution inachevée » étant associée depuis les guerres d'indépendance au destin messianique de Cuba, se dire « révolutionnaire » pendant la période républicaine (1902-1952/1958) était avant tout l'expression d'un attachement à cet idéal, au-delà des clivages partisans.

L'objet de cet article est, à partir d'une analyse historique, de décrire la complexité de ces *alzamientos* en réfléchissant sur la façon dont s'y sont entremêlés des pratiques ancrées dans les temps longs de l'histoire locale, des registres de l'action politique participant du « système des concurrents pour le pouvoir », et des enchaînements séquentiels qui ont déplacé ces affrontements vers un terrain idéologique, puis vers des représentations fantasmagoriques.

« COGER MONTE » : UNE PRATIQUE ARTICULANT MODES DE SOCIALISATION ET CATÉGORIES POLITIQUES

Le « pays en dehors » et ses interstices

Évoquant les temps lointains de la colonie, l'historien cubain Manuel Moreno Fraginals insistait sur la différence entre la Cuba continentale et la Cuba insulaire (Moreno Fraginals, 1995, p. 92-93). La première, tournée vers la métropole et le Nouveau monde, était un espace d'échanges où se côtoyaient diverses influences. La seconde était enclavée et organisée autour des plantations et du mode esclavagiste qui lui était lié.

Mais il faudrait ajouter qu'à distance de ces deux mondes se trouvaient encore les *palenques*, où marrons et hors-la-loi trouvaient refuge, et le *monte* ou la *manigua*, à travers lesquels circulaient bandits, contrebandiers, *rancheadores*⁷ et *guajiros*⁸.

À l'intérieur de ce territoire mal unifié, certains *palenques* échappèrent au contrôle des autorités jusqu'à la première guerre d'indépendance⁹, et constituèrent même parfois des enclaves autarciques régies par des règles autochtones (Price, 1996, p. 18-21). Comme le rappelait le géographe cubain Francisco Pérez de la Riva, certains *apalencados* ont à tel point recherché l'isolement que l'expression « *coger monte* » évoque encore de nos jours à Cuba la volonté de retrait¹⁰ ou la timidité (Pérez de la Riva, 1996, p. 58). Mais Richard Price (1996, p. 12-14) a également démontré combien les marrons restaient fortement dépendants du monde de la plantation, pour le rapt de femmes, en extrême minorité dans les *palenques*, pour la prise de renseignements auprès d'esclaves leur indiquant la présence de *rancheadores*, ou pour l'approvisionnement en armes, outils, vêtements et la vente de peaux, gibier, miel, etc. La présence de contrebandiers et de pirates qui trouvaient refuge dans les *palenques* ou y entreposaient leurs marchandises renforçait

7. Chasseurs de marrons.

8. Désignant aujourd'hui les habitants de la campagne en général, les *guajiros* étaient à l'origine des hommes à cheval qui se déplaçaient à travers le *monte*.

9. Même après l'introduction de la *guardia civil* et de la police provinciale au XIX^e siècle.

10. De la même façon, on parle du « *ganado cimarrón* » pour évoquer les animaux domestiques introduits par les colons et qui se sont échappés dans le *monte*, avant de s'y acclimater.

encore ces réseaux de sociabilité entre les *apalencados* et le monde colonial établi. Enfin la pratique du « petit marronage » illustre la possibilité d'aller et venir entre les deux mondes, et même de se mouvoir entre la Cuba insulaire et la Cuba continentale, les marrons s'appuyant sur des formes précaires d'entente avec les noirs libres ou esclaves *a jornal* des villes pour passer plus facilement inaperçu et s'intégrer à la seconde.

Le *monte* constituait donc autant un « pays en dehors »¹¹ qu'une mosaïque d'interstices, et les modes de socialisation qui lui étaient attachés, à cheval sur plusieurs mondes, ne menaçaient guère la perpétuation de l'ordre établi. Cet univers de marges évoquait bien un certain nombre d'images fantasmagoriques autour des hors-la-loi, de la sorcellerie ou de la barbarie africaine, mais son indéfinition ne devint problématique aux yeux de la société coloniale qu'à partir du moment où elle fût réinterprétée à la lumière des catégories politiques qui sapaient le système en place.

Ainsi, même si le marron était l'un des personnages qui, dans l'imaginaire de la période coloniale, cristallisait depuis toujours le fantasme d'un « péril noir » (Helg, 1995, p. 17-18), l'éradication des *palenques* ne devint une priorité qu'à partir de la première moitié du XIX^e siècle. C'est en effet à cette époque que l'introduction massive d'esclaves, consubstantielle au boom sucrier, donna la majorité démographique à la population afro-cubaine, et que la révolution des esclaves de Saint Domingue propagea au sein des populations blanches la hantise d'une répétition du scénario haïtien à Cuba. La volonté de détruire les *palenques* et la répression simultanée de complots noirs¹² dont la réalité n'était pas forcément tangible, montre combien c'est notamment à partir de la perception qu'elle avait de l'existence de ces liens de sociabilité unissant « le pays en dehors » au « cœur » du monde établi, que la société coloniale sentait son ordre menacé par les thématiques égalitaires ou indépendantistes.

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la peur des bandits est un temps venue supplanter celle des *apalencados* et des marrons. Aux yeux des voyageurs détroussés et des propriétaires terriens rançonnés qui craignaient de voir leur richesse partir en fumée, les bandits mettaient en évidence l'incapacité des autorités péninsulaires à administrer efficacement la colonie et à établir leur contrôle sur tout le territoire (Bizcarrondo, Elorza, 2001 ; Schwartz, 1989, p. 121). Pour le gouverneur général Camilo Polavieja, il était plus évident encore qu'entre les deux guerres d'indépendance, les bandits de la province de La Havane agissaient de concert avec les séparatistes, et que ceux-ci étaient susceptibles de réduire le territoire régi par l'ordre colonial à quelques enclaves, s'ils parvenaient à placer sous leur contrôle

11. À la manière du monde rural et bossal en Haïti, tel que le décrit Gérard Barthélemy (1990).

12. Stephan Palmié (2002, p. 79-158) a montré combien il était finalement peu probable que le noir libre José Antonio Aponte, exécuté par les autorités coloniales en 1812, ait réellement conspiré en vue d'un soulèvement indépendantiste.

l'enchevêtrement des réseaux ruraux, urbains, officiels et parallèles qui constituait l'espace social au sein duquel se mouvaient les « hors-la-loi » (Schwartz, p. 139-224). L'éradication des bandits à partir des années 1880 ne devint donc la priorité des autorités politiques qu'à partir du moment où il leur sembla que la sauvegarde de l'ordre colonial en dépendait.

Pourtant, les modes de structuration de ces espaces sociaux intermédiaires étaient pour le moins précaires, et il n'existait pas d'affinité mécanique entre la sociabilité du *monte* et les catégories politiques mises en exergue par les mouvements indépendantistes.

En s'autoproclamant *rey de los campos de Cuba*, Manuel García, le plus célèbre des bandits de la région de La Havane-Matanzas, ne projetait ainsi que l'image trompeuse d'un « monde en dehors » unifié par les bandits. Ceux-ci se déplaçaient dans la province en bénéficiant certes sur leur passage de la protection des uns et des autres grâce aux liens matrimoniaux, amicaux ou d'honneur qu'ils entretenaient, au versement de sommes d'argent aux représentants locaux du pouvoir colonial ou à la redistribution d'une partie de leur butin auprès des paysans pauvres et des *bodegueros*, dont ils faisaient fonctionner le commerce. Blancs à quelques exceptions près, les bandits contribuaient également par leurs démonstrations de force à l'instauration d'un ordre, et permettaient un resserrement des échanges autour de relations de caciquisme. Mais l'historienne Rosalie Schwartz (1989, p. 86-91) a décrit l'incohésion de cette mosaïque d'interstices au sein de laquelle immigrants, représentants locaux de l'autorité, bandits, spéculateurs, producteurs et commerçants étaient à l'affût des opportunités de profits offertes par les activités économiques liées au sucre, au tabac, à l'élevage, à l'achat-vente de terres et de biens immobiliers... Ces zones de colonisation en pleine transformation étaient trop fluides pour que des groupes instables et dont la légitimité était fragile y implantent une forme de domination durable ou puissent se réclamer d'une idéologie effective.

Une structure sociale extrêmement instable

La mosaïque d'interstices entre la Cuba continentale, insulaire, celle du *monte* et des *palenques*, des bandits, des caciques, des planteurs et des paysans, fut par conséquent un lieu où, dans le cadre des affrontements armés du XIX^e siècle, se nouèrent des alliances stratégiques incertaines, articulées à des catégories politiques contingentes.

Au cours de la première guerre d'indépendance, sans forcément désirer l'indépendance vis-à-vis de la Péninsule ou l'annexion aux États-Unis, mais en vue d'acquérir la liberté et éventuellement de se voir reconnaître un statut égal à celui des Blancs, les *apalencados* se montrèrent enclins à coopérer avec les insurgés (Ferrer, 1999, p. 34). Au cours des années 1890, sans qu'il soit toujours possible de distinguer clairement dans quelle mesure l'appât du gain l'emportait sur le sentiment anti-péninsulaire, les bandits de La Havane ont mis leurs réseaux à la disposition des chefs indépendantistes. Les paysans pauvres, sensibles aux promesses d'amélioration au sein d'une « patrie

libre », finirent également par appuyer les séparatistes. Mais les insurgés eux-mêmes partagés jusqu'au bout entre secteurs indépendantistes, réformistes et annexionnistes, n'hésitèrent pas, au moment où ils sentaient la victoire proche, à réaffirmer la prétention des élites traditionnelles à encadrer une nation d'ordre et de progrès, et à refermer la parenthèse de circonstance qui les avait amenés à fermer les yeux sur la participation des bandits à la lutte armée, et à exalter l'égalité et le droit de tous les Cubains à gouverner et à décider du destin du pays.

Cette façon de se situer finalement toujours aux marges d'interstices plutôt qu'au sein d'un collectif intégré révèle une structure sociale extrêmement instable faite de groupes concurrents dont la composition fluctuait au gré des aléas. Aussi les guerres d'indépendance définirent-elles autant une forme d'intransigeance et d'idéalisme face à l'apesanteur ambiante qu'elles se prolongèrent en s'appuyant et en perpétuant ces réseaux de sociabilité qui flottaient aux interstices de plusieurs mondes. Du point de vue de la culture politique *cubaine*, la glorification de l'idéal séparatiste de sacrifice au nom de la patrie répandit la geste de l'immolation au combat, du suicide d'honneur et du suicide altruiste, dont l'écho allait retentir tout au long de la période républicaine (Pérez Jr, 2005, p. 65-130, Whitney, 2001, p. 68). Du point de vue de « l'économie » territoriale, les insurgés passèrent l'essentiel du temps de guerre à effectuer des allers et venus entre les villes sous contrôle espagnol et la *manigua*, et plus encore à attendre à l'intérieur des campements *mambises*, menant une existence en retrait (Ferrer, 1999, p. 173-177).

Au cours des premières décennies du XX^e siècle, l'émigration massive en provenance d'Espagne et le recours à la main-d'œuvre saisonnière en provenance du reste de la Caraïbe allaient encore complexifier la structure sociale. De vastes zones rurales, cultivées par les nouveaux arrivants en provenance d'Espagne, devinrent des enclaves quasi autarciques, tandis que le *monte* continuait d'être le sanctuaire des bandits de grand chemin et que la vigueur de l'économie sucrière introduisait encore davantage d'instabilité. Pour les *braceros*, par exemple, dont le travail était saisonnier, le *tiempo muerto* était une période aléatoire au cours de laquelle ils pouvaient glisser du mode de vie sédentaire des plantations à une existence nomade à la recherche de moyens de subsistance.

Des groupes flottants continuaient ainsi d'évoluer aux marges de différents registres de socialisation, entre zones de retrait, espaces économiques formels et réseaux précaires d'échanges parallèles ou intermédiaires. Fugaces et locaux, leurs modes de structuration politique variaient au gré des aléas.

« *Alzarse* » aux temps de la « *république sous médiation* »

Le premier président de la République, Tomás Estrada Palma, fut réélu sous la bannière du Parti conservateur aux élections de 1905. Depuis la proclamation de l'indépendance en 1902, son gouvernement n'avait non seulement pas mis fin à la malhonnêteté administrative qui régnait à l'époque de la colonie, mais il avait aussi confié les rênes du pays aux

classes possédantes, aux anciens autonomistes et aux émigrés de retour des États-Unis. Les vétérans de l'Armée de libération (qui comptait 65 à 70 % d'afro-cubains lors de la guerre de 1895-1898) en ressentaient une amertume particulière (Helg, 1995, p. 118-120), et n'hésitèrent pas en août 1906 à rejoindre l'insurrection emmenée par le général José Miguel Gómez, candidat du Parti libéral aux élections de 1905. Pour une part, certains d'entre eux étaient insurgés par intermittence depuis près de quatre décennies, n'avaient connu d'autre canal d'ascension que la carrière des armes, vivaient comme des indigents depuis la fin de la guerre, et étaient disposés à mourir s'ils ne parvenaient pas à améliorer leur sort. Pour une autre part, les Libéraux s'assurèrent rapidement le contrôle du centre et de l'ouest de l'île, et avaient calculé que leur capacité de déstabilisation forcerait le gouvernement élu à renégocier le partage du pouvoir et des prébendes.

En effet, l'amendement Platt, conjointement à la déclaration d'indépendance, avait donné à l'armée américaine le droit d'intervenir afin de rétablir l'ordre ou de protéger les propriétés étrangères. Les deux partis considérant qu'ils avaient davantage à gagner en demandant l'intervention des États-Unis, plutôt que dans le cadre d'une négociation bilatérale, l'armée américaine occupa à nouveau l'île jusqu'en 1909, date à laquelle José Miguel Gómez fût élu président de la république.

Jusqu'à son abrogation en 1934, l'amendement Platt ne fut pas ressenti uniquement comme une intrusion impérialiste, et fut au contraire utilisé par les hommes politiques comme un recours supplémentaire dans la gestion interne de leurs luttes de pouvoir (Domínguez, 1978, p. 12-19). Suivant le même schéma qu'en 1906, les Libéraux se révoltèrent en février 1917 après la réélection du président conservateur Mario García Menocal, donnant lieu en août à une intervention indirecte de l'armée américaine, qui se prolongea jusqu'en 1922. Mais l'amendement Platt fut le plus souvent instrumentalisé de façon mesurée : en menaçant de s'en prendre aux propriétés étrangères ou en effectuant une démonstration de force ponctuelle, les opposants pouvaient aussi forcer le pouvoir en place à négocier afin d'éviter l'intervention américaine, tandis que le gouvernement pouvait à son tour brandir la menace d'une occupation pour enjoindre à ses détracteurs de modérer leurs revendications.

Le *plattisme* s'intégra ainsi à un mode d'usage de la violence lié au « système des concurrents pour le pouvoir ». Selon Charles Anderson (Anderson, 1967), l'espace politique centraméricain – et par extension cubain – était en effet « le lieu d'un processus de manipulation et de négociation entre des concurrents pour le pouvoir dont les ressources [faisaient] l'objet d'une appréciation et d'une reconnaissance réciproque afin de parvenir à un accord négocié au sommet. » (Bataillon, 2003, p. 62). Ce système était apte à recevoir de nouveaux concurrents, pour peu que les ressources qui leur permettaient d'influer sur la vie politique, et parmi lesquelles l'usage de la violence et les démonstrations de force figuraient en bonne place, démontrassent leur « capacité de pouvoir ». Mais la politique était conçue

comme l'apanage d'un petit nombre en charge de protéger la civilisation, et le système des « concurrents pour le pouvoir » ne comptait pas de représentant des exclus.

Aussi, lorsqu'en 1912 les « insurgés » du Parti des indépendants de couleur – un parti revendiquant principalement l'égalité raciale et une répartition équitable des emplois publics entre noirs et blancs – menacèrent de détruire des propriétés étrangères et de prendre le maquis, environ 5 000 d'entre eux furent massacrés par des « milices de jeunes gens des meilleures familles ¹³ » (Helg, 1995, p. 215-225). À cette occasion, le président José Miguel Gómez avait reçu l'appui unanime de la classe politique, en réprimant un mouvement qui risquait de provoquer une intervention américaine. Il avait surtout présenté « l'insurrection » comme « raciste » en jouant sur les ressorts fantasmagoriques des images de la « barbarie africaine », alors que bandits, maraudeurs et volontaires avaient profité de la situation dans l'est de l'île pour s'adonner au pillage.

LE SYSTÈME DES CONCURRENTS POUR LE POUVOIR : UNE LECTURE COMMUNE DU JEU POLITIQUE

La fluidité du « système des concurrents pour le pouvoir »

Gerardo Machado, au pouvoir depuis 1928, avait soudé ses opposants contre lui avant tout parce qu'il avait bloqué le système des concurrents pour le pouvoir. Après la fuite du dictateur en août 1933, la « Révolution des sergents » avait un mois plus tard déposé la hiérarchie militaire sur fond de pression populaire, et fomenté un coup d'État qui ouvrit la voie à une modernisation du pays. Le « gouvernement révolutionnaire » des « 100 jours » dirigé par le Dr Ramón Grau San Martín et Antonio Guiteras promulgua un ensemble de décrets garantissant une meilleure redistribution des richesses et un accès élargi aux droits sociaux.

Après le renversement du gouvernement, et l'assassinat de Guiteras en janvier 1935, les partisans de Grau avaient fondé le Parti révolutionnaire cubain authentique pendant que dans le même temps les « groupes d'actions » flottaient entre activités subversives, crime organisé et règlements de compte au nom de la « révolution trahie » ¹⁴. Subordonnant leur combat à une vague « thèse insurrectionnelle », les « éléments d'action », qui pour

13. Même dans le cadre de l'insurrection libérale d'août 1906, certains alliés de José Miguel Gómez avaient reçu un traitement qui en disait long sur la légitimité qui leur était reconnue de prétendre à être intégré au « système des concurrents pour le pouvoir ». Ainsi le général afro-cubain Quintín Banderas, vétéran des guerres d'indépendance, fut assassiné dans son sommeil avant que son corps ne fût mutilé (Helg, 1995, p. 118-120).

14. Dans le vocabulaire des groupes d'action, une « expropiación forzosa » désignait par exemple un « asalto a mano armada ».

certaines s'exilèrent ou rejoignirent les Républicains espagnols ¹⁵ (Pérez Jr, 1995, p. 277), avaient au prix de leur vie, démontré la capacité de pouvoir de leurs commanditaires.

Au niveau des « classes populaires », il était clair, après la « Révolution de 1933 », que bien qu'inorganisées et faiblement articulées avec les mouvements « radicaux », leur capacité de mobilisation avait été décisive pour contraindre Machado à renoncer au pouvoir. Comme l'écrit Robert Whitney (2001, 179), « Batista était suffisamment intelligent pour comprendre que la politique à Cuba ne serait plus jamais la même après 1933 et que « la paix sociale » et la « démocratie » dépendaient de l'incorporation au processus politique des classes populaires dorénavant disciplinées ». Architecte d'un nouvel « État corporatiste » (Whitney, 2001, p. 123-152), Batista se proposa dans les années 1935-1940 « d'équilibrer » et de « discipliner » le corps social, d'une part en œuvrant à la promulgation de mesures de redistribution ou à la création d'écoles en milieu rural, dont le financement fût assuré par une taxe prélevée sur les profits des producteurs sucriers, et d'autre part en nouant alliance avec les communistes et en permettant la création de la Confédération des travailleurs cubains (CTC). Dans un contexte marqué par la guerre d'Espagne ¹⁶ et par l'opposition croissante des États-Unis au fascisme, Batista prit soin de réaffirmer l'ancrage de Cuba dans le camp de la démocratie. Si le rapprochement entre les communistes et Batista relevait de part et d'autre de la stratégie, il permit surtout à ce dernier de s'approprier l'héritage de la « Révolution de 1933 » pour asseoir son projet populiste (Whitney, 2001, p. 179), et plus encore, de maintenir son hégémonie sur les autres concurrents pour le pouvoir. Fort du soutien de l'armée, il facilita l'intégration de Grau au système, lequel adopta une posture réformiste. La constitution progressiste de 1940 permit de formaliser la réorganisation d'un système des concurrents pour le pouvoir incluant le Parti authentique et le Parti socialiste populaire.

Dans ce contexte, la violence des gangs, surtout à partir des années 1940, relevait autant d'une logique populiste et prosaïque d'exaltation de la « justice révolutionnaire » qu'elle était intégrée au système des concurrents pour le pouvoir. Quand Grau remporta les élections présidentielles de 1944, les groupes d'action avaient déjà commencé à dériver vers le gangstérisme, processus qui s'accéléra à mesure qu'ils obtinrent des prébendes et entrèrent en collusion avec les intérêts gouvernementaux.

De la même façon, le coup d'État du « second Batista » ne rencontra d'opposition qu'à partir du moment où il devint clair que ce dernier, refusant

15. À l'instar de Pablo de la Torriente Brau, correspondant du journal mexicain *El Machete*, de sensibilité communiste, mort au combat en décembre 1936.

16. Phalangistes et franquistes étaient présents en nombre à Cuba, et mirent en garde Batista après qu'il eut légalisé le Parti socialiste populaire (PSP, communiste). Dans le même temps, les producteurs sucriers n'hésitaient pas à qualifier de « fascistes » les mesures de redistribution auxquelles il avait œuvré.

de négocier avec « l'opposition modérée » (Pérez Stable, 2002), bloquait le système des concurrents pour le pouvoir, et, *a fortiori*, les rouages de l'économie. Les difficultés du pays dans ce domaine à partir de 1956 fragilisèrent encore sa position. Pourtant, si dans ce nouveau contexte la thèse insurrectionnelle semblait davantage faire sens, et raviver la flamme de la révolution de 1933, la rhétorique du sacrifice (Pérez Jr, 2005, p. 332-4) sur laquelle s'appuyait Fidel Castro, même si elle entrait en résonance avec un champ lexical bien enraciné, n'en demeurait pas moins à bien des égards une posture.

Certes, Fidel Castro faisait partie à la fin des années 1940 du milieu des gangs, et l'obéissance attendue aux ordres qu'il donnait en tant que chef, quel que soit le danger, dérivait directement de la culture des « groupes d'action » (Ortega, 1970, p. 317-27). Très tôt également, il semblait rêver idéalement et sans plan pré-établi à une refonte totale de la nation, des institutions et de la société (Farber, 2006, p. 63). Mais si les morts étaient érigés en martyrs et leur disposition à tomber pour la cause systématiquement glorifiée, l'attaque de la caserne Moncada le 26 juillet 1953, dont Fidel Castro était à l'origine, s'inscrivait dans une logique de démonstration de force pour prétendre à s'intégrer dans un premier temps à l'un des maillons du système des concurrents pour le pouvoir.

Le débarquement du *Granma* et l'implantation dans la Sierra Maestra relevaient également d'une stratégie de positionnement. Il s'agissait avant tout de donner une visibilité à « sa » guérilla, surtout que les 50 000 *precaristas*, squatteurs et autres indigents qui peuplaient la zone (Pérez Jr, 1995, p. 292) représentaient des dépendants potentiels, qui de fait furent assimilés facilement à son réseau. Dans la même perspective, au cas où, le 13 mars 1957, l'attaque du palais présidentiel par des militants du Directoire révolutionnaire des étudiants (DRE) aurait été couronnée de succès, les dirigeants du mouvement avaient prévu de former un gouvernement provisoire à Santiago (Schweig, 2002, p. 18). Non pas que la prise du palais leur aurait garanti le pouvoir, mais elle leur aurait donné la possibilité de négocier en position de force avec le reste de l'opposition et les rivaux du M26. Comme l'enjeu minimal sur lequel concordaient toutes les composantes de l'opposition était le « retour à la normalité constitutionnelle », la tactique du Mouvement du 26 juillet et de l'autoproclamée « Génération du centenaire de la naissance de Martí » restait la configuration d'un rapport de force le plus à leur avantage possible dans le cadre de futures négociations.

Ensuite seulement, se retrouvant de façon en partie fortuite dans une position prépondérante au sein des forces anti-batistiennes, la guérilla de Castro passa d'une volonté de peser dans l'opposition à la prétention à la diriger et la régenter (Sweig, 2002).

La place des guérillas dans le front d'opposition à Batista

La perspective d'une redistribution des cartes après le renversement de Batista contraignit tous les prétendants au pouvoir à rechercher à

leur avantage les combinaisons possibles entre les différents maillons qui constituaient le front d'opposition.

L'appel à l'unité du « Manifeste de la Sierra », signé en juin 1957 par Fidel Castro et quelques personnalités de la vie publique nationale¹⁷, reflétait la précarité de la position du M26, qui tout en cherchant à préserver sa marge de manœuvre, devait composer avec les autres organisations révolutionnaires comme le DRE ou la Fédération des étudiants de l'université (FEU) dans la définition d'une stratégie de lutte au sein de l'opposition, autant qu'il devait rechercher un soutien financier et une légitimation politique auprès de la « vieille opposition » et des « *politiqueros* » (le Conjunto de Instituciones Cívicas¹⁸ « l'Organisation authentique » de l'ancien président Prío Socarrás et de l'ancien premier ministre Tony Varona, la Agrupación Montecristi¹⁹, le groupe des « puros »²⁰...) (Sweig, 2002).

La posture unitaire privilégiée par l'ensemble des organisations maintenait dans l'ombre les négociations incessantes entre secteurs politiques représentant des intérêts, des générations et des conceptions différentes de la société et des réformes à venir. Pour « l'opposition traditionnelle », l'enjeu de telles négociations était de s'assurer une place prépondérante au sein d'un bloc d'organisations, d'un côté en gagnant le soutien d'un secteur du gouvernement américain, qu'il s'agisse du Département d'État ou de la CIA²¹, de l'autre, en plaçant sous son égide des protagonistes armés dans l'île. En amont, une alliance au sein du gouvernement américain conférait un soutien politique, logistique et financier ; en aval, l'usage de la force comme ressource de pouvoir faisait la démonstration d'une capacité à maintenir sous contrôle un territoire ou un secteur de la société. Pour les « mouvements révolutionnaires », eux-mêmes divisés sur des lignes internes qui recoupaient

17. Parmi lesquelles des « Orthodoxes historiques » dont Raúl Chibás, le frère du fondateur du parti Orthodoxe, Eduardo Chibás, qui s'était suicidé en 1951, et Felipe Pazos, président de la Banque nationale de Cuba sous la présidence de Carlos Prío Socarrás.

18. Un vaste regroupement d'associations professionnelles et religieuses dirigé par Raúl de Velasco, président de l'Association cubaine de médecine, et intégré par des personnalités importantes comme José Miró Cardona, président de l'Association du barreau de La Havane.

19. Autour de Justo Carrillo, ancien leader étudiant au sein de l'opposition à Machado, elle réunissait une partie des élites intellectuelles et économiques de l'île.

20. Des officiers militaires d'esprit réformiste associés avec Ramón Barquín, le leader emprisonné après un coup d'état manqué en 1956.

21. À la fin de l'année 1957, Felipe Pazos était le candidat de premier choix du département d'État à la présidence de la république (Sweig, p. 85). À la fin de l'année 1958, Justo Carrillo d'un côté et Prío, Varona et Miró Cardona de l'autre, tous signataires du « pacte de Caracas », avaient séparément obtenu l'appui de la CIA pour contrer la victoire du M26 (Sweig, p. 178). De façon générale, les différents acteurs représentant le gouvernement américain dans son ensemble avaient leur stratégie propre, et n'hésitèrent pas à soutenir d'une manière ou d'une autre tous les camps en présence à la fois.

en partie les clivages décrits plus haut, l'enjeu était double. D'une part, il consistait à se maintenir dans la configuration liée au « front unitaire », pour ensuite réussir à prendre l'ascendant sur les secteurs politiques traditionnels grâce à la légitimité conférée par la lutte armée. D'autre part, en vue de créer un climat insurrectionnel mais sans être capables d'y parvenir seuls, le M26 ou le DRE mirent en place des alliances transversales avec des organisations capables de mobiliser étudiants, ouvriers et paysans.

En juillet 1958, deux ans après la signature du « Manifeste de la Sierra », Fidel Castro fit rédiger par Carlos Franqui et Faustino Pérez un texte qui plaçait toutes les organisations d'opposition sous l'égide du M26, et devint une fois approuvé par ces dernières le « pacte de Caracas ». Dans l'intervalle, l'hégémonie du M26 avait été rendue possible par les succès militaires de la guérilla, et au moment où Batista prit la fuite, la lutte armée s'était imposée aux yeux de tous comme le moyen privilégié de prétendre aux premiers rôles. Comme l'a montré récemment Julia E. Sweig, jusqu'à ce que la stratégie de la grève insurrectionnelle n'échoue en avril 1958, et que Fidel Castro ne prenne le contrôle total du M26 et ne prévale la stratégie de la guerre de guérilla lors de la réunion qui s'ensuivit, la *sierra* recevait ses ordres du *llano* et non l'inverse. Pour le M26, cette évolution eut plusieurs conséquences.

Premièrement, le M26 était traversé par de fortes rivalités internes au moment du « triomphe de la Révolution ». Deuxièmement, dans le contexte du début de l'année 1959, « la vieille opposition » percevait Fidel Castro en tant qu'acteur central auprès duquel il convenait de faire la démonstration d'une capacité de pouvoir pour prétendre à des prébendes. Plus encore, avec le juge Manuel Urrutia à la présidence de la République, Miró Cardona au poste de premier ministre ou Felipe Pazos à la présidence de la Banque nationale de Cuba, l'ensemble de la classe politique n'imaginait pas Fidel Castro enclin lui-même à autre chose qu'une reconnaissance officielle de son droit à disposer de postes et de prébendes pour le M26 et ses autres dépendants. Troisièmement, le M26 avait aussi dans son ensemble avivé la concurrence entre organisations politiques au cours de ces deux années pendant lesquelles, afin de créer un climat insurrectionnel et à terme préparer le pays à des transformations sociales et politiques de grande envergure, il avait œuvré à encadrer et mobiliser la jeunesse et les secteurs populaires.

DU SYSTÈME DES CONCURRENTS POUR LE POUVOIR À LA CROISADE CONTRE LE COMMUNISME

Le changement de contexte

Dans les premiers jours de 1959, tandis que les « *politiqueros* » se prévalaient entre eux d'un pouvoir d'influence sur Castro pour construire de nouvelles alliances et rechercher le soutien des diverses agences du gouvernement américain, les groupes insurgés jouèrent leurs derniers atouts avant l'arrivée des *barbudos* à La Havane pour se retrouver en position de force à l'heure de négocier un partage du pouvoir.

Dans l'Escambray, plusieurs groupes de guérilleros combattaient depuis le début de l'année 1958 sous la bannière du DRE (dont Eloy Gutiérrez Menoyo, qui fit scission et créa sa propre organisation, le « Second front national de l'Escambray »), de l'Organisation Authentique et du M26. Le 1^{er} décembre 1958, Faure Chomón, pour le compte du DRE, et Ernesto Guevara, au nom du M26, avaient conclu le « pacte del Pedrero », affirmant l'unité *d'action* de tous les groupes révolutionnaires. Dès la nouvelle de la fuite de Batista connue, Rolando Cubela et Faure Chomón de leur côté, Eloy Gutiérrez Menoyo du sien, envoyèrent néanmoins séparément leurs forces à La Havane. Les premières s'emparèrent brièvement du palais présidentiel, où elles entreposèrent des armes. De leur côté, les militants du M26, appartenant dans leur majorité à la lutte urbaine, établirent des gouvernements provisoires dans les municipalités et les provinces. La ferveur populaire s'accompagna à son tour un peu partout dans l'île de démonstrations de force visant à revendiquer des prébendes à l'heure de mettre en place les nouvelles autorités. Dans la confusion générale, des groupes se mobilisèrent en vue de combattre un éventuel retour des forces loyales à Batista, ou encore pour instaurer l'ordre face aux bandits ou aux pilleurs tirant avantage de la situation. Alors que très rapidement, le PSP tenta de mobiliser les classes populaires pour pousser le gouvernement à adopter des réformes radicales, l'ensemble des groupes marginaux ne prêta dans un premier temps guère attention au processus révolutionnaire. Un certain nombre d'entre eux profitèrent du vide juridique pour piller et voler dans les villes, tandis que dans les zones rurales, d'autres gagnèrent les reliefs, rejoignirent ça et là quelques bandits de grand chemin ou *cuatrerros*²², et s'emparèrent de façon opportuniste de ce qu'ils trouvaient à travers le *monte*.

Comme le raconte le Commandante Huber Matos, envoyé dans la région de Camagüey pour former la nouvelle armée, la tâche consistait à la fois à pacifier le *monte*, à mettre fin aux exécutions arbitraires et à discipliner les caudillos et autres forces centrifuges qui s'étaient intégrés à l'Armée rebelle (Matos, 2004, chap. 28 & 29).

Dans ce contexte d'épuration, l'annonce d'un report des élections et du prolongement de la promulgation des lois par décret permit à Fidel Castro, fort de sa légitimité populaire, d'accroître encore son contrôle sur la politique gouvernementale et les nominations aux postes stratégiques. L'ancienne classe politique se trouva ainsi définitivement exclue de l'administration du pouvoir. Au cours de l'année 1959, les ministres et les syndicalistes de sensibilité libérale furent évincés à leur tour. Le nouveau pouvoir était en train de se construire autour d'une alliance entre les militants communistes, dont les capacités d'organisation et la cohérence idéologique manquaient aux mouvements révolutionnaires, et les secteurs radicaux du M26 et du DRE, ouverts à une entente avec le PSP. Celui-ci, exclu du système des concurrents pour le pouvoir par le « second Batista » et maintenu à l'écart par la « vieille

22. Voleurs de bétail.

opposition », voyait en Fidel Castro un allié manipulable qui permettrait au parti de tirer son épingle du jeu (Farber, 2006, p. 137-166).

La chasse aux sorcières, les premières mesures de redistribution (réforme urbaine et réforme agraire) et la nationalisation sous l'égide du Ministère des biens mal acquis des entreprises et des domaines agricoles dont les propriétaires étaient « compromis » avec l'ancien régime, impulsèrent la mobilisation des classes populaires, sur fond de rhétorique populiste.

Face à cette situation, les opposants au virage que prenait la révolution réagirent en appliquant les seules règles qu'ils connaissaient, celles du jeu politique qui prévalait à Cuba depuis les temps de la colonie²³. Certains (Prío, Miró Cardona, Urrutia...) prirent le chemin de l'exil pour essayer d'y recomposer une alliance, éventuellement planifier des tentatives de débarquement armé à Cuba, et bénéficier de l'aval du gouvernement américain. Avant d'être également contraints à l'exil, d'autres ministres ou syndicalistes démissionnaires (comme David Salvador, élu secrétaire général de la Central de Trabajadores de Cuba en novembre 1959, et remplacé l'année suivante par le leader communiste Lázaro Peña) visèrent à travers leur geste à reconstituer un système des concurrents pour le pouvoir qui finirait par exclure le prétendant illégitime qui non seulement les en avait évincés, mais avait aussi permis l'irruption des classes subalternes en son sein. Un troisième groupe, composé de militaires et fonctionnaires de rang intermédiaire, avait adopté une attitude plus ambiguë consistant à se maintenir dans les files de l'armée rebelle ou de l'appareil d'État, tout en se tenant prêts à rejoindre une coalition de forces capables d'infléchir la politique révolutionnaire. Au sein de ces deux dernières catégories, certains conspiraient contre le nouveau régime, perpétrant ça et là des actes de sabotages et recherchant les moyens de mener à bien d'autres actions armées. De toutes ces initiatives éparses naquirent au cours de l'année 1960 le Mouvement de récupération révolutionnaire (MRR), le Mouvement du 30 novembre de David Salvador et le Directoire révolutionnaire étudiant (DRE)²⁴. S'ils parvenaient à s'entendre, les opposants au virage « communiste » escomptaient le relais des personnalités en exil et des membres des classes moyennes et supérieures qui les avaient suivies en pensant que leur séjour à Miami serait bref. En réussissant à inverser le rapport de forces, ils espéraient s'attirer à eux les groupes flottants, qui n'étaient pas loin de constituer la majorité de la population.

Pour l'ensemble de ces secteurs, marqués par les images fantasmagoriques du collectivisme et du complot piloté depuis Moscou, il était quoi qu'il en soit entendu qu'à la longue, un régime communiste ne pouvait parvenir à s'implanter « à 90 miles » des États-Unis.

23. Voir par exemple les descriptions de Robert Whitney (2001, p. 82-83) au sujet des groupes exilés pendant et après la « Révolution de 1933 ».

24. Les archives du ministère de l'Intérieur seront *peut-être susceptibles un jour* d'indiquer dans quelle mesure ces organisations étaient pénétrées par les services d'intelligence du nouveau régime.

Les premiers alzamientos ²⁵

En août 1959, une première tentative de débarquement, combinée avec une livraison d'armes par avion à Trinidad, près de l'Escambray, fut déjouée par les services d'intelligence du nouveau régime. Connue sous le nom de « conspiration de Trujillo », elle avait été financée par le dictateur dominicain et un groupe d'exilés fortunés. Les planificateurs du débarquement avaient été induits en erreur, mais leur but était de rejoindre des hommes en arme dans la zone de las Villas où les guérillas opéraient à l'époque de la lutte contre Batista.

Dans la Sierra de los Órganos (province de Pinar del Río), dans la Sierra Maestra ou dans l'Escambray, des petits groupes avaient en effet pris spontanément le maquis au cours de l'année 1959. Appartenant à l'ancienne armée constitutionnelle, certains d'entre eux s'étaient échappés de prison, et le *monte* constituait de la sorte un refuge naturel. Ce fut le cas par exemple de l'ancien soldat Pastor Rodríguez Roda, qui gagna les montagnes de la province de Pinar del Río en 1959 puis devint chef de guérilla sous le nom de Cara Linda (Encinosa, 1989, p. 38). Il n'est pas certain que dans un premier temps leur intention ait été d'établir un foyer de guérilla : il était plutôt dans leur intérêt de rester en retrait en attendant des conditions propices pour redescendre.

Au gré des aléas, d'autres initiatives individuelles aboutirent à la prise de position de groupes réduits sur les reliefs de l'île. De nombreux officiers de l'Armée rebelle, « jeunes vétérans » de la lutte contre Batista, avaient été nommés à des postes de commandement dans la zone où ils avaient combattu en 1958. Au sein de ces espaces ruraux, ils exerçaient conjointement avec d'autres personnalités enracinées localement une autorité relevant davantage du charisme, voire de formes de clientélisme, que d'un pouvoir bureaucratique. Rapidement, ils durent partager leurs prérogatives avec les responsables des milices (formées à partir de 1959 à l'échelle de chaque centre de travail), du Departamento de Información del Ejército Rebelde (DIER ou G-2, la police secrète) et d'autres organisations gouvernementales comme l'Institut national de la réforme agraire (INRA). La première loi de réforme agraire, qui interdisait dorénavant la possession de domaines agricoles d'une superficie supérieure à 30 *caballerías* (environ 400 hectares),

25. Hormis les reportages épiques de Norberto Fuentes (*Condenados de Condado*, La Habana, Ediciones Casa, 1968 ; *Cazabandidos*, Montevideo, Libros de la Pupila, 1970 ; *Nos impusieron la violencia*, La Habana, Editorial Letras Cubanas, 1986), le livre de l'historien anticastriste Enrique Encinosa (Encinosa, 1989) et celui de l'ancien prisonnier politique Odilo Alonso (Alonso, 1998), il n'existe pratiquement pas de témoignages écrits sur les guérillas de l'Escambray. La plupart des *alzados* y ont péri, et les rares survivants ne sont pas toujours enclins à témoigner. Une fois en exil, certains anciens *alzados* ont offert des bribes de récits lors d'interview et de conversations informelles. Parmi eux : Agapito Rivera Millian, commandant guérillero pendant 3 ans dans l'Escambray, prisonnier politique pendant 25 ans, Enrique Ruano, Chiche Gámez, Genaro Tardío, Elias Borges, José Rebozo Febles, ou Alberto Müller (pour la région de l'Orient).

avait favorisé la propagation de rumeurs d'une « collectivisation » à venir de toutes les propriétés privées. Les agriculteurs, qui sans être forcément propriétaires de leurs terres, géraient jusqu'ici leurs cultures de façon autonome, craignirent aussi de devoir dorénavant se plier aux injonctions de nouveaux fonctionnaires, qui finiraient par régler la nature et la quantité des produits cultivés.

Les diverses conspirations ourdies dans ce contexte constituèrent alors une précaution face à cette intromission et à la menace d'une distension des liens qui s'étaient forgés localement. Ce fut particulièrement vrai des « meneurs d'hommes » de la zone de combat de l'Escambray et de leurs troupes, mais aussi de communautés paysannes soudées autour de personnalités locales, qui tous voyaient se rompre leurs modes de sociabilité. À cette dynamique locale s'ajouta un intérêt pour l'établissement de connexions avec des mouvements structurés à l'échelle nationale.

De la sorte, certains groupes se retrouvèrent sous la menace d'une arrestation pour conspiration, et prirent le maquis ou le chemin de l'exil sans avoir d'autre choix. D'autres gagnèrent le *monte* plus tôt qu'ils ne l'envisageaient, par exemple après une escarmouche ou après qu'une cache d'armes, préparée à toutes fins utiles, eut été découverte par des miliciens. Ce fut le cas d'Osvaldo Ramírez, capitaine dans la Police nationale révolutionnaire, qui gagna l'Escambray en 1960 (Encinosa, 1989, p. 11). Dans le même temps, les organisations clandestines commencèrent à encadrer directement la prise de maquis de figures locales, comme Benito Campos, lui aussi ex-capitaine de l'armée rebelle, Juan José Catala « Pichi », lieutenant de l'Armée rebelle et chef militaire de la zone sud de Matanzas ou encore Plinio Prieto de l'O.A, qui gagnèrent séparément l'Escambray sous l'auspice du MRR. Evelio Duque, lieutenant de guérilla pendant la lutte contre Batista, fut sélectionné depuis La Havane pour structurer les groupes de la région. Les organisations clandestines organisaient aussi le transfert vers l'Escambray de « conspirateurs urbains » en danger, comme le raconte l'ancien prisonnier politique Odilo Alonso (Alonso, 1998, p. 169-81) dans son propre cas avec le MRR.

Jusqu'à l'été 1960, les groupes d'*alzados*, pratiquement sans armes et isolés les uns des autres, se trouvaient avant tout dans une situation d'attente, et perpétuaient ainsi cette existence cyclique liée à l'organisation spatiale et temporelle du monde rural, alternant périodes de stabilité dans les zones peuplées et périodes de retrait dans le *monte*. Encore une fois, celui-ci constituait un filet de sécurité en même temps qu'il était un monde familier au sein duquel les *alzados* circulaient en s'appuyant sur les liens de sociabilité du monde rural. Cette situation d'attente pouvait déboucher sur un affrontement armé, synchronisé avec d'autres groupes, et au-delà, avec des organisations de l'univers urbain et de l'extérieur, ou ne rester qu'un mode de pression pour forcer le pouvoir à négocier, autant qu'elle pouvait se prolonger dans l'exil.

Il s'agissait d'une configuration typique du système des concurrents pour le pouvoir, les premières démonstrations de force étant destinées à

signaler une capacité de pouvoir et à forcer les autorités à la négociation, autant que les groupes organisés de part et d'autre du détroit de Floride tentèrent de placer les *alzados* sous leur égide, et de faire en sorte que la violence centrifuge devienne une violence intégrée au système. En outre, comme personne n'excluait la possibilité d'un retournement de situation, une multitude d'individus étaient liés à des degrés variables aux réseaux faisant le lien entre conspirateurs et *alzados*. Malgré les risques encourus, les intermédiaires étaient nombreux, ce même parmi les miliciens, les militaires, voire les agents du G2, qui se tenaient prêts à anticiper un renversement du gouvernement. Enfin les groupes flottants qui sans s'être engagés ni d'un côté ni de l'autre, se maintenaient dans l'expectative, pouvaient le moment venu se révéler aussi décisifs qu'ils n'avaient été passifs jusque-là.

En « croisade » contre le communisme

Le MRR réussit à établir le contact avec Sinesio Walsh Ríos, un ancien capitaine du M26 qui avait dirigé une guérilla contre Batista dans l'Escambray et avait réuni une centaine d'hommes autour de lui. Le commandement de l'Escambray fut confié à Plinio Prieto, mais la plupart des membres de son groupe furent rapidement arrêtés, puis jugés. Le 10 octobre 1960, dans le cadre du « premier procès de l'Escambray », cinq leaders furent condamnés à mort et exécutés, et une soixantaine de guérilleros condamnés à des peines de 20 à 30 ans d'emprisonnement. Evelio Duque, désigné par Le Frente Revolucionario Democrático (FRD, organisation soutenue par la CIA et regroupant plusieurs groupes dont le DRE et le MRR, à Cuba et à Miami) pour succéder à Plinio Prieto, parvint à structurer 7 colonnes et à placer d'autres groupuscules sous son autorité (Encinosa, 1989, p. 11).

Dès lors, les guérilleros s'employèrent à attaquer les garnisons de miliciens, à incendier les cannaies et les coopératives appartenant à l'État, ou à brûler les propriétés des délateurs supposés. Organisés en petits groupes mobiles, ils s'inséraient dans des réseaux qui comptaient bien moins de combattants que de collaborateurs chargés de les ravitailler, de les informer ou de les cacher. Lorsqu'ils étaient traqués par les miliciens, ils pouvaient passer de longues périodes dans le *monte firme* (ou *intricado*). La capacité de se fondre dans un tel environnement, de se faire *jíbaro*²⁶, de survivre affamés et assoiffés dans des grottes, les faisait renouer avec la dimension légendaire du *monte cimarrón*.

De la sorte, ils renouvelaient le répertoire de l'action collective dont tous les « mouvements de libération » avaient fait usage. Mais aux yeux du reste de la population, leurs actions souffraient aussi des mêmes ambiguïtés que celles de leurs prédécesseurs, et pouvaient susciter la peur. C'était le cas par exemple des embuscades tendues sur les routes, au cours desquelles les guérilleros forçaient les passagers à descendre des bus avant d'y mettre le feu, de façon à attirer des militaires ou des miliciens pour pouvoir les mitrailler. L'exécution en janvier 1961 par la guérilla d'Oswaldo Ramírez de

26. « Sauvage ».

l'alphabétiseur volontaire Conrado Benítez fut également préjudiciable à la réputation des *alzados*. Si ces derniers justifiaient leur geste par le fait que Benítez collaborait avec les miliciens et l'armée, la propagande du nouveau régime saisit l'opportunité de créer un martyr.

En décrivant les *alzados* comme des « bandits », et en leur imputant des crimes sadiques (viols et mutilations), les autorités ravivèrent des fantasmes anciens qui sommeillaient dans l'imaginaire populaire. Plus encore, le nouveau régime était aussi en train de construire sa légitimité à partir de sa capacité à instaurer l'ordre public, et en insistant sur les « vols » et les « exactions » commises par les « bandits », il parvint dans une certaine mesure à les associer à l'image de la plèbe et du chaos.

Enfin, dans un pays peuplé en majorité d'Espagnols et d'immigrés espagnols de la deuxième et de la troisième génération ²⁷, la présence autour de Fidel Castro d'éléments radicalement anticléricaux fit ressurgir les clivages de la guerre d'Espagne. Fidel Castro, lui-même de père galicien, avait à plusieurs reprises traité les prêtres de « phalangistes » et de « fascistes » au cours de l'année 1960 (Nelson, 1972, p. 157). Les éléments anticléricaux dont il est question regroupaient des francs-maçons, des républicains exilés, des vétérans des Brigades internationales, communistes ou anarchistes, et des Espagnols ou descendants d'Espagnols qui avaient ressenti une grande frustration du fait de devoir suivre la guerre civile à distance, depuis Cuba. Pour certains d'entre eux, l'affrontement avec les *alzados* se transforma ainsi à certains égards en une reprise de la guerre d'Espagne. Parmi les miliciens « convaincus », nombreux étaient les fils d'Espagnols qui considéraient que la première guerre ayant été perdue, il convenait cette fois d'empêcher les « fascistes » de l'emporter. Odilo Alonso, de nationalité espagnole, raconte que lors de son interrogatoire en 1961, les miliciens et les officiers du DIER voulaient lui faire avouer qu'il avait été « envoyé par Franco » (Alonso, 1998, p. 207).

Symétriquement, dans l'esprit de nombreux secteurs anticastristes, la « récupération révolutionnaire » avait pour but d'empêcher les communistes de faire à Cuba le même tort que celui qu'ils avaient porté en Espagne au camp républicain. Comme les groupes guérilleros étaient composés d'éléments épars, la persécution des religieux contribua à cimenter leur idéologie autour de l'anticommunisme.

À leur tour, quelques aventuriers internationalistes firent de Cuba l'un des nouveaux lieux de l'affrontement entre antifascistes et anticommunistes, et

27. Entre 1868 et 1898, 700 000 Espagnols émigrèrent définitivement à Cuba (Moreno Fragnals, 1995, p. 297). La population totale en 1899 était d'environ 1,5 million d'habitants, dont 200 000 étaient nés en Espagne. Entre 1902 et 1933, environ 725 000 Espagnols émigrèrent à leur tour à Cuba. Après que le gouvernement des « cent jours » fit promulguer « la loi des 50 % », qui stipulait que la moitié des employés des entreprises devaient être cubains, une proportion importante d'Espagnols acquit la nationalité cubaine, sans que ne cesse le flux migratoire en provenance de la péninsule.

cherchèrent à s'intégrer à l'un des deux camps. En octobre 1960, un groupe de 27 hommes en arme tenta de débarquer en Oriente pour prendre position dans le *monte*. Emmenés par « el Indio Fera », volontaire des Brigades internationales, anticommuniste, et membre de Joven Cuba dans les années 1930, ils furent abattus lors de la tentative.

Face à la menace d'une implantation durable des guérillas, le nouveau régime mobilisa 60 000 miliciens entre décembre 1960 et mars 1961 dans le cadre du « Nettoyage de l'Escambray ». Appliquant la technique du « ratissage prolétarien », ils décimèrent les groupes presque entièrement, et afin de couper les guérilleros de tout soutien, une partie des populations locales fut « relocalisée », notamment à Sandino dans la province de Pinar del Río. Evelio Duque parti en exil, Osvaldo Ramírez était devenu le chef de l'Escambray. En avril, la neutralisation de la tentative de débarquement de 1 500 exilés à Playa Girón fournit aux autorités l'occasion de procéder à l'arrestation de 100 000 individus répertoriés comme « suspects », alors que l'insurrection synchronisée planifiée par Alberto Müller et le DRE en Oriente avait également échoué (Encinosa, 1989, p. 47). Les *alzados* de Cuba étaient dorénavant coupés du monde extérieur, d'autant plus que Fidel Castro avait proclamé officiellement le caractère « socialiste de la Révolution ».

Malgré tout, les maquis de l'Escambray se reformèrent rapidement à partir du regroupement des guérilleros des régions avoisinantes, et furent ensuite alimentés principalement par deux catégories d'hommes jeunes. Les premiers, pressés de s'enrôler dans les milices après Girón, préférèrent rejoindre les *alzados*. Les seconds, mettant en avant leur sens de l'honneur familial, voulaient poursuivre le combat au nom de leurs proches morts ou en prison. Originaires de l'Escambray, cinq des six frères Tardío perdirent par exemple la vie entre 1961 et 1965.

À l'issue de la réunion du Cicatero qui se tint les 15 et 16 juillet 1961, les chefs guérilleros créèrent indépendamment de toute autre organisation le Frente Unido Revolucionario del Escambray (FURE) et nommèrent Osvaldo Ramírez commandant en chef de l'Armée de libération nationale. Ce dernier promit alors « [qu'il lutterait] contre le communisme jusqu'à ce que Cuba soit libre ou jusqu'à ce [qu'il meure] au combat », assurant que « pour [lui] il n'y [aurait] pas d'exil. » (Encinosa, 1989, p. 21). De nouveau, les *alzados* perpétrèrent des actes de sabotages, provoquèrent des pertes importantes dans les rangs de l'armée et des miliciens, et parvinrent ça et là à acheminer des armes vers la province de Pinar del Río. Le gouvernement lança alors à partir de 1962 le « deuxième nettoyage de l'Escambray », et créa les unités spéciales de Lucha Contra Bandidos (LCB) en juillet de cette année.

Dès lors, les groupes de guérilleros furent lentement décimés : Osvaldo Ramírez fut abattu le 16 avril 1962, et son successeur, Tomás San Gil, perdit la vie au combat à l'âge de 24 ans, le 1^{er} mars 1963. Le troisième chef de l'Escambray, Emilio Carretero fut exécuté le 22 juin 1964, à l'âge de 30 ans, dans des circonstances qui illustrent la situation des guérillas à partir des années 1963-1964 : tombé dans le piège tendu par la Sûreté de l'État, il fut arrêté en compagnie de ses hommes sur un bateau qui était censé le conduire

à Miami. Peu de temps après, le dernier chef de l'Escambray, José Chéito López, fut tué au combat à l'âge de 26 ans. Les derniers noyaux réduits d'*alzados* furent éliminés en 1965.

Au cours des années 1962-1964, le « pays en dehors » se referma peu à peu sur les guérilleros, qui glissèrent dans l'isolement. Ceci fut le résultat, d'une part, de l'accord conclu lors de la crise des missiles entre Kennedy et Khrouchtchev, au terme duquel le gouvernement américain s'engagea à ne plus soutenir ni promouvoir de tentatives de débarquement sur le territoire cubain. D'autre part, l'intensification des « relocalisations » des populations locales, conjuguée aux effets indirects du rationnement et des pénuries dans toute l'île, priva les *alzados* de pratiquement toute forme d'approvisionnement et de communication.

L'affrontement avec les unités spéciales de la LCB les projeta de surcroît dans un face-à-face de type « *guajiro* contre *guajiro* ». L'enjeu des combats devint en lui-même de « rompre l'encerclement », d'échapper au passage au peigne fin, de se réfugier dans les endroits inaccessibles et connus des vrais *jibaros*. S'extraire soi-même une balle ou cautériser une blessure au fer rouge avec une machette devint une victoire en soi, et la *lutte* se réinscrivit exclusivement dans un registre épique.

La mise au pas du reste de la société, l'inégalité du combat, ainsi que la souffrance et la mort comme seules perspectives, poussèrent les guérilleros à rechercher une immolation héroïque, conforme aux plus hautes valeurs liées dans la mémoire nationale aux luttes de libération et à la *cubanité* : le suicide altruiste au nom de la patrie, et le suicide d'honneur comme refus de vivre en désaccord avec ses idéaux (Pérez Jr, 2005).

En insistant systématiquement dans leur description des bourreaux « communistes » sur l'image de la *chusma* donnant libre cours à sa soif de vengeance et de destruction contre la civilisation cubaine, et en présentant le G2 et le régime dans son ensemble comme inféodés à Moscou et aux démocraties populaires, ils jetèrent les fondements d'un discours rejetant le castrisme du côté de la barbarie et de l'étranger. En mourant en martyrs christiques, ils ancrèrent aussi la lutte patriotique dans une tradition chrétienne, et firent au contraire du régime castriste l'incarnation du mal.

DES ALZADOS AUX « JUSTES »

Comme l'a montré Elizabeth Burgos, l'image des martyrs christiques et d'une croisade contre le communisme s'est perpétuée à travers la *cause* des *plantados* et des conditions de détention des prisonniers politiques cubains (Burgos, 2005 & Bloch, 2006). En situation de vulnérabilité absolue, la seule forme de résistance qui leur était possible passait par le refus de se plier à la discipline carcérale, et par le maintien de la permanence de soi face à l'entreprise de destruction méthodique de la personne et du corps qu'ils subissaient en représailles.

Une fois en exil, cette image de la résistance et des croisés a créé les conditions d'un effacement des frontières entre prisonniers politiques cubains

à Cuba et prisonniers politiques cubains à l'extérieur, en ce sens qu'ils étaient tous victimes du « mal absolu ». L'Institut de la mémoire historique cubaine contre le totalitarisme présente par exemple dans un livre de témoignages une liste de « prisonniers politiques cubains en prison hors de Cuba », qui inclût des activistes anti-castristes condamnés pour des actes de terrorisme par des tribunaux américains ou vénézuéliens (IMHCT, 2005, p. 401-404).

Cette image de la résistance dans la vulnérabilité absolue a déplacé également la thématique de la lutte contre le communisme vers celle de la lutte contre le totalitarisme. Au sein de certains secteurs en exil, les *plantados* sont comparés aux rescapés de l'Holocauste, et plus encore aux « Justes ». Par extrapolation, l'exil des Cubains est associé à l'errance biblique du peuple juif.

L'élaboration d'une mémoire de cette nature répond d'une certaine manière au déni de justice dont sont victimes *alzados*, *plantados* et autres prisonniers politiques. Le gouvernement cubain ne s'est jamais montré disposé à leur assigner dans son écriture de l'histoire un autre rôle que celui de « contre-révolutionnaires à la solde de l'ennemi ». La plupart des historiens dans le monde continuent d'accueillir le récit de leurs expériences dans le soupçon, laissant prudemment aux « militants » le soin « d'occuper le champ » et de s'invectiver entre eux. Et l'opinion publique internationale, prise dans la mise en concurrence anachronique des victimes de tout bord, ne leur a pas prêté grande attention au cours des cinq dernières décennies.

En faisant de l'expérience des *alzados*, *plantados* et autres prisonniers politiques la matrice de l'expérience révolutionnaire en général, la *mémoire des crimes du castrisme* risque cependant de présenter l'*histoire du régime castriste* exclusivement sous l'angle d'un conflit entre les dirigeants et la société. Or les *crimes du castrisme*, qui doivent être reconnus pour ouvrir la voie à une éventuelle réconciliation, ne doivent pas non plus éclipser un véritable travail de compréhension historique du *castrisme* en tant que *forme de pouvoir*. À l'image de l'ambivalence des pratiques de « prise de maquis » dans l'histoire cubaine, le régime qui s'est progressivement mis en place à partir de 1959 a canalisé un ensemble de dynamiques sociales et politiques autant qu'il a constitué une rupture violente. Il a d'abord prolongé un jeu politique et des formes d'action collective inscrits dans une idéologie d'ordre, avant d'imposer une forme de domination nouvelle sur la société en expurgeant le *corps* social indivisible de ses « ennemis ». Les dirigeants ont ainsi rapidement réussi à décourager l'opposition collective, et promu ensuite la recherche de stratégies d'accommodation individuelle à l'intérieur d'un système de normes fluctuantes et ambiguës, qui tout en s'éloignant de la légalité socialiste, n'ont jamais menacé l'ordre imposé par le régime.

BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO O., 1998, *Prisionero de Fidel Castro*, Madrid, Noesis.
- ANDERSON C. W., 1967, *Political and Economic Change in Latin America, the Governing of Restless Nations*, Van Nostrand.
- BARTHÉLEMY G., 1990, *L'univers rural haïtien, le pays en dehors*, Paris, l'Harmattan.
- BATAILLON G., 2003, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale, 1960-1983*, Paris, Les Belles Lettres.
- BIZCARRONDO M. & ELORZA A., 2001, *Cuba/España. El dilema autonomista, 1878-1898*, Madrid, Editorial Colibrí.
- BLOCH V., 2006 "Genèse d'un pouvoir totalitaire: le cas de Cuba", *Communisme*, 85/86, p. 85-115.
- BURGOS E., 2005 « *Plantados* jusqu'à la liberté: le corps comme territoire de résistance et d'affirmation de l'intégrité face au système carcéral à Cuba », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Número 5 – puesto en línea el 19 de marzo 2005 disponible: <http://nuevomundo.revues.org/document873.html>
- DOMÍNGUEZ J. I., 1978, *Cuba: Order and Revolution*, Cambridge, Harvard University Press.
- ENCINOSA E., 1989, *Escambray: La Guerra Olvidada. Un Libro Histórico de los Combatientes Anticastristas en Cuba (1960-1966)*, Miami, Editorial SIBI
- FARBER F., 2006, *The Origins of the Cuban Revolution Reconsidered*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press.
- FERRER A., 1999, *Insurgent Cuba. Race, Nation and Revolution, 1868-1898*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press.
- HELG A., 1995, *Our Rightful Share. The Afro-Cuban Struggle for Equality, 1886-1912*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press.
- Instituto de la Memoria Histórica Cubana contra el Totalitarismo, 2005, *Cuba: Clamor del Silencio. Presidio Político Cubano, Testimonios*, Miami, Ediciones Memorias.
- MATOS H., 2004, *Cómo llegó la noche*, Barcelona, Tusquets Editores.
- MORENO FRAGINALS M., 1995, *Cuba/España, España/Cuba, historia común*, Barcelona, Editorial crítica.
- NELSON L., 1972, *Cuba: Measure of a Revolution*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- ORTEGA L., 2002, « Las raíces del castrismo », *Encuentro de la cultura cubana*, 24 (1), p. 317-327 [1970]

- PALMIÉ S., 2002, *Wizards & Scientists, Explorations in Afro-Cuban Modernity & Tradition*, Durham and London, Duke University Press.
- PAREDES R., 1998, *Cuba: cómo vivir muriendo* Library of Congress.
- PÉREZ DE LA RIVA F., 1996, "Cuban Palenques", in R. Price (Ed), *Maroon Societies, Rebel Slave Communities in the America*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, p. 49-59. [1952]
- PÉREZ JR L. A., 1995, *Cuba Between Reform and Revolution*, New York and Oxford, Oxford University Press.
- PÉREZ JR L. A., 2005, *To Die in Cuba*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press.
- PÉREZ STABLE M., 2002, « La transición pacífica que no tuvo lugar (1954-1956) », *Encuentro de la Cultura Cubana*, 24 (1), p. 283-305.
- PRICE R. (Ed), 1996, *Maroon Societies, Rebel Slave Communities in the America*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press.
- SCHWARTZ R., 1989, *Lawless Liberators, Political Banditry and Cuban Independence*, Durham and London, Duke University Press.
- SWEIG J. E., 2002, *Inside the Cuban Revolution, Fidel Castro and the Urban Underground*, Cambridge, Harvard University Press.
- WHITNEY R., 2001, *State and Revolution in Cuba. Mass Mobilization and Political Change, 1920-1940*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press.

